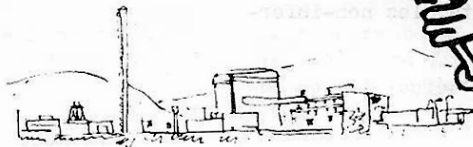


# Nukleel?

mars 79. 2<sup>e</sup>

n° 3



journal breton

d'information nucléaire

## LE TEMPS DU BOURRAGE DE CRÂNE

Après le coup de la panne, il semble que l'heure ait sonné, pour les Bretons : celle du bourrage de crâne.

Vous ne connaissiez pas le profil de J. BOITEUX ? Vous n'avez pu y échapper ces dernières semaines. Reportages et interviews lui ont permis de s'expliquer ou plutôt de nous expliquer leur politique d'assassinat de la Bretagne, de mise au pas nucléaire, de marche forcée vers l'énergie de fission.

L'E.D.F. aurait-elle senti tout à coup un grand vide dans la population à son égard après les chèques en blanc obtenus des élus à l'occasion du Conseil Régional de Bretagne et du Conseil Général du Finistère ? Le cri des dizaines de milliers de manifestants



suite p.2

-2-

lui arrachait-elle encore les oreilles, qu'elle a décidé d'emplir les colonnes de nos régionaux et les bulletins d'informations des déclarations rassurantes de ses majors ?

Car l'opération de l'heure semble être de convaincre les hésitants, les non-informés.

Septembre c'était le défouloir des manifestations.

Novembre ce fut l'approbation de principe par les conseils fantoches.

Janvier et février, les choses sérieuses vont commencer avec les mises en route des procédures ( étude d'impact, rapport préliminaire de sûreté, demande d'utilité publique ). Alors soyez gentils, écoutez la bonne parole que messieurs Boiteux, Fauré et les autres condescendent à vous donner.

Plus c'est énorme et mieux ça passe.

Pour ne reprendre que les titres de la page 4 du Télégramme du 15 février :

Sur 8 colonnes, chantage au prix de l'électricité puis " C'est le Conseil Régional qui décide " quand tout était manigancé d'avance, "Le tout électrique permet d'économiser du pétrole" alors qu'on en dépense 3 fois plus en centrale thermique que dans sa propre chaudière pour produire la même quantité de chaleur à domicile et pour clôturer le tout : " Si la Bretagne veut consommer de plus en plus d'électricité " : est-ce la Bretagne qui le veut ou l'E.D.F. pour qui elle n'est qu'un client comme un autre à qui il faut vendre à tout prix ?

Le temps du bourrage de crâne n'est pas fini. Il ne sera pas l'apanage de l'E.D.F. seule ni même du gouvernement ou de ses fidèles serviteurs locaux puisque M. Marchais et Rocard sont venus nous chanter la même

sérénade. Il nous revient d'actualiser notre information, de la diversifier, de toucher d'autres publics que celui qui nous est acquis.

Et de faire de chaque lecteur de "Nukleel" le contre-informateur de nos dirigeants pro-nucléaires.

Y.C.

- p3 .Le " Pacific Fisher " à Cherbourg
- p6 .Une lettre de Portsall
- p7 .Une histoire de déchets
- p8 .Nucléaire et parti communiste
- p10 .Un tract distribué à Nantes...
- p11 .Le Nucléaire et l'emploi
- p12 .Le Transport des déchets
- p15 .La S.F.E.N à Concarneau.
- p16 .Boycott du verre perdu.
- p17 .Cantonales à Carhaix
- p18 .Où est le plan Orseckad ?  
Répression antinucléaires à Brest
- p19 .Coordination Nationale à Nantes
- p21 . "L'Etat E.D.F" "
- p22 . "La Gazette Nucléaire" "
- p23 . Courrier



## LE «PACIFIC FISHER» A CHERBOURG

## DÉBARQUEMENT DE DÉCHETS SUR FOND DE GRENADES LACRYMOGÈNES

Le PACIFIC FISHER n'est pas un cargo comme les autres... Ce qu'il transporte ; 6 x 80 tonnes de plomb et d'acier n'est pas non plus un chargement comme un autre. Les 480 000 kilos d'acier enveloppent 13,4 tonnes de combustible irradié des centrales nucléaires japonaises.

Le PACIFIC FISHER n'est pas seulement un symbole, c'est aussi le premier volet de la réalisation de la politique nucléaire française à l'égard de l'étranger. La FRANCE est le seul pays au monde à procéder au retraitement industriel des combustibles irradiés et compte bien exploiter au maximum cette situation " favorisée " (devises, technologie, contrôle des armements nucléaires). cf. Nucleel N° 1 et 2 : LA HAGUE).

Les habitants du Cotentin ne sont pas d'accord : ils ne veulent pas que l'on fasse de leur pays selon les termes, ni " un parc scientifique ", ni une poubelle. Ils manifestent et sont violemment réprimés.

Nous aussi nous devons être avec eux, car refuser le retraitement (qu'il soit français ou étranger) c'est s'attaquer à l'articulation essentielle du programme nucléaire français : sans retraitement, pas de sur-générateur, pas d'armes nucléaires, pas de devise étrangère, pas de supériorité technologique.



Vendredi 19 juin : Une information parmi d'autres, les dockers sont réquisitionnés pour le débarquement du PACIFIC FISHER pour le lundi.

Samedi 20 juin : Confirmation de la nouvelle. Déjà à la gare maritime on assiste à un renforcement des vigiles de la SPS.

Dimanche soir : l'arrivée du PACIFIC FISHER prévue lundi matin, 18 organisations (1) décident une manifestation pour lundi 18 H. La C.F.D.T. quant à elle, appelle à la grève dès que le 1er container sera débarqué.

Lundi matin 4 H. : le PACIFIC FISHER est "vu" dans la rade de Cherbourg. Les voitures radio sillonnent la ville. A partir de ce moment le PACIFIC FISHER devient invisible (Est-il vraiment venu dans le port, pour repartir en haute mer ?) La brume empêche de voir plus loin que la rade. Mais il ne doit pas être loin, CRS et gardes mobiles sont là, à la gare maritime, installant des chevaux de frise refoulant les travailleurs qui n'ont pas le laisser-passer spécial de la Sous-Préfecture. Ce qui entraînera plusieurs incidents. Beaucoup d'enseignants et de lycéens se mettent en grève. Le PACIFIC FISHER reste invisible. Ainsi commence la

## MESSAGE RADIO (ACTIF)



- Ici le commandant du «Pacific Fisher». Tout va bien à bord. Nous arrivons.

(ACTIF)

4.

longue attente, avec un chassé-croisé d'informations contradictoires. On observe notamment un va-et-vient de bateaux dans la rade (Pilotes surtout).



Un premier rassemblement a lieu à 11 h 30 place de l'Hôtel de Ville. L'attente continue. Les CRS. à la gare maritime se caillent les miches et commencent à picoler, d'après un certain nombre d'observateurs.

Enfin à 16 heures, le PACIFIC FISHER entre dans la rade.

A 18 heures, les gens sortant du boulot, se retrouvent place de l'Hôtel de Ville. La place grouille de monde et tout cela part en direction de la gare maritime. En cours de route, sous un petit crachin la manif va s'enfler : 6 000, 6 500, 7 000. Oui, à peu près 7 000 personnes s'avancent vers la gare maritime pour dire non au nucléaire, non à l'extension de LA HAGUE.

La tête de la manif arrive devant les CRS., les chevaux de frise sont là, on les touche et les grenades lacrimogènes tombent drues sur les manifestants, la manif est coupée en deux. Pour beaucoup de Cherbourgeois, ce fut la découverte de gaz puis peu de temps après celle des grenades à souffle.

Pendant qu'un certain nombre de manifestants échangent des grenades contre des boulons, pierres et autres projectiles, le gros de la manif. se retrouve un peu plus bas, allant et venant, entravant symboliquement la voie ferrée de ce qu'il y avait à portée de la main. Vers 21 h, on s'aperçoit que des gardes mobiles s'apprentent à sortir de l'hôtel de Police, prenant ainsi la manif. de revers. Repli de la manif. et annonce par la C.F.D.T., P.S. etc...de la dislocation de la manif.

(A noter que la C.G.T. est restée jusqu'à là alors que la dislocation était prévue à 20 h). Peu de temps après que les flics aient chargé, il y aura un blessé grave (fracture du crâne, par coup de matraque, la mâchoire fracturée due à un pied de C.R.S.). Cela a duré jusqu'à 11 h du soir, les flics courant les manifestants jusqu'au centre-ville de CHERBOURG. La nuit devenue calme, les containers quittaient la gare maritime par train pour aller jusqu'au terminal ferroviaire de la Saline à EQUEURDEVILLE. Une première moitié partira par camions le matin vers 8 h sous très bonne escorte, l'autre moitié un peu plus tard dans la journée.





Les dispositifs des forces de l'ordre étaient très impressionnants sans doute plus que la manif. qui pourtant était une des plus grandes manif. cherbourgeoise de ce siècle. Certains plus âgés parlaient de 1936. Il y eut bien entendu beaucoup d'incidents avant, pendant et après la manif, on ne peut les raconter tous, mais les deux plus importants sont à retenir.

Mardi 11 h 30, des ouvriers de l'arsenal quittent le travail en passant devant la Saline et au vu des C.R.S., gueulent quelques slogans.

A 13 h 30, lors de la reprise du travail les C.R.S. sont à la porte de l'arsenal et arrêtent 4 ouvriers; le délégué syndical C.F.D.T. mis au courant va voir un gradé C.R.S. mais se fait traiter comme un gamin. Il téléphone alors à l'Amiral de l'arsenal, disant que si dans le quart d'heure qui suit les 4 ne sont pas relâchés, les ouvriers de l'arsenal sortiront avec des boulons pleins les poches. L'Amiral crie que c'est du matériel de l'Etat. Il lui est répondu que les grenades de la veille étaient aussi du matériel de l'Etat. Coup de téléphone du sous-préfet : " Oui, Monsieur le Sous-Préfet, ceci est bien un ultimatum ". Les C.R.S. sur ordre du sous-préfet ont été contraints de relâcher les 4 ouvriers de l'arsenal sans même leur faire signer de déposition.

Suite à la manif. , des personnes de la COGEMA (2) reconnaissent à la télé dans la manif., Monsieur GIRARD, militant du S.G.E.N.- C.F.D.T., prof. de physique chimie, qui, au titre de la formation permanente dans le cadre de son emploi du temps normal (c'est-à-dire payé par l'Education Nationale) donnait des cours sur le Centre de la HAGUE. GIRARD s'est vu interdire l'entrée du Centre. DELARGE, directeur de la COGEMA explique qu'on ne peut pas et travailler sur le centre et contester le nucléaire.

Rientôt, on ne pourra plus être fonctionnaire, si on n'a pas voté pour le gouvernement...

La suite, car ce n'est pas fini, la suite ce sera avec le prochain voyage du PACIFIC FISHER.

Il y aura sans doute encore plus de flics mais aussi, si l'on en croit les échos, que la Manif. a suscité dans CHERBOURG et la région, beaucoup plus de manifestants.



- 1 - 18 organisations dont:CFDT - CGT - Ps - MRG - OCT - LCR - CCPAH (comité contre la pollution atomique de la Hague) CRILAN ( comité régional),comité Larzac, comité contre les couloirs de ligne etc... sont d'accord pour s'opposer en commun à l'extension de la Hague.
- 2 - la COGEMA : Filiale à 100 % du commissariat à l'énergie atomique gère le centre de retraitement de la Hague.

DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE  
COMMUNE

PORTSALL - PLOUDALMÉZEAU, LE 8 janvier 1978

DE PLOUDALMÉZEAU

TÉL. (98) 89.10.48  
89.11.48

MAIRIE ANNEXE DE PORTSALL

Tél. : 89.13.10.

OBJET :

RÉF. :

P. J. :

REPOSE  
AU COURRIER  
DU CLIN DE PLOUMOGUER  
SUR LES RISQUES  
D'ÉCHOUAGE  
DU PACIFIC FISHER

Monsieur Jules LEGENDRE  
Maire-Adjoint de PLOUDALMEZEAU  
Chargé de PORTSALL

à

Monsieur le Président  
du C.L.I.N. de PORMOGUER  
29229 PLOUMOGUER

--

Monsieur,

Votre lettre en date du 18 décembre ne fait que renforcer ma conviction de l'utilité d'un combat contre toutes les pollutions.

Celle que vous évoquez est certainement la plus horrible de toutes.

Nous avons été ici les témoins de ce que pouvait donner le déversement massif d'hydrocarbures et pendant plusieurs années notre région restera marquée par l'"AMOCO CADIZ".

Mon avis concernant les plans POLMAR ou ORSEC RAD vous avez pu l'entendre ou le lire. Rien n'a changé hélas! et la politique malgré bien des promesses serait plutôt à la miniaturisation et à l'oubli progressif.

Faudra-t-il, comme vous le dites, attendre que le pays soit condamné à la destruction pour agir?

Soyez assuré de mon appui si il peut vous être utile. J'ai entrepris une lutte que je n'abandonnerai jamais. Partout où je le pourrai je dirai cette vérité que personne ne veut entendre.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments très cordiaux.

LE MAIRE-ADJOINT,

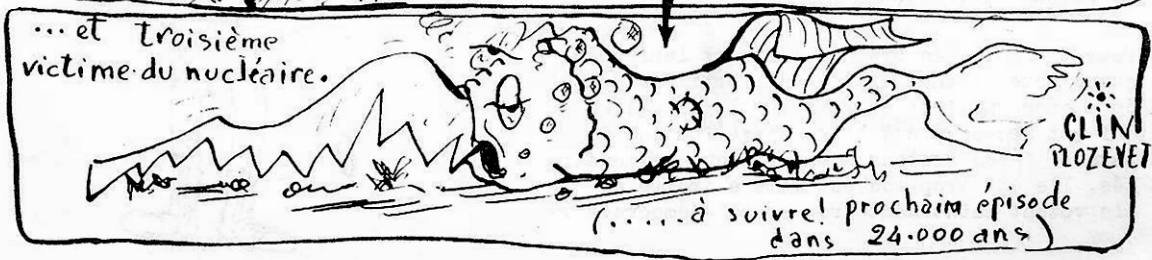
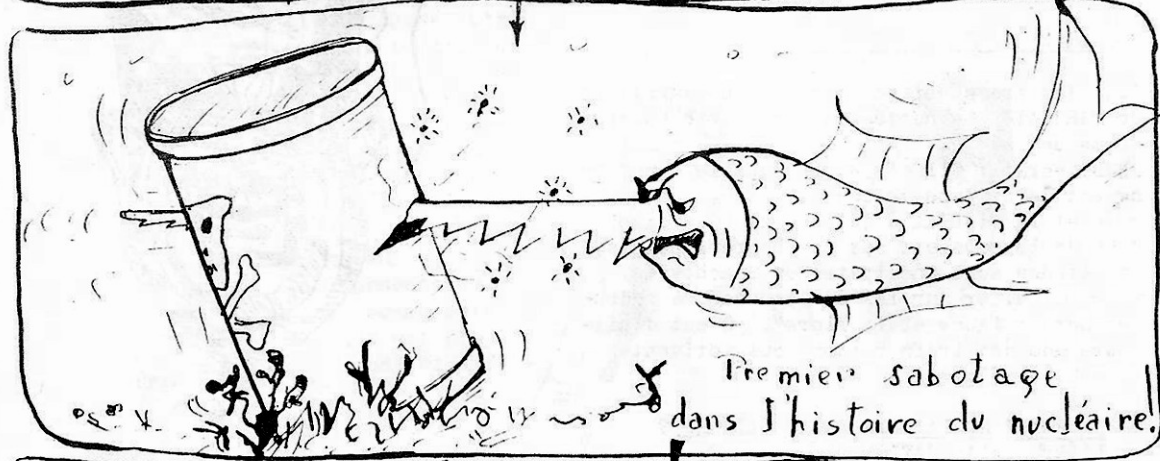
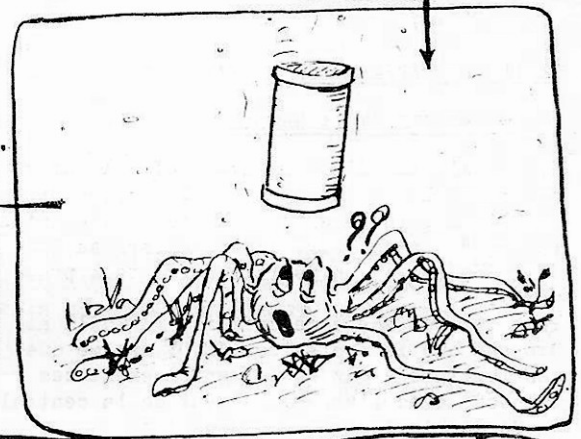
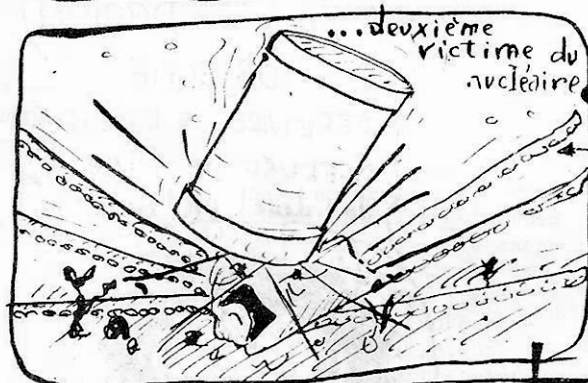
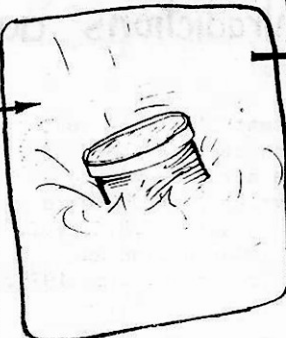
Jules LEGENDRE.





«LE PROBLÈME DU RETRAITEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS EST RÉSOLU...»

et comment!



# Nucléaire

## Contradictions au sein du Parti Communiste

Les citations qui alimentent l'article sont extraites des déclarations de G. MARCHAIS reprises par Ouest-France après sa visite en Bretagne ( 21 - 23 février ) et du texte du conseiller général de Carhaix, J.P. JEUDY, communiste, texte de son intervention au Conseil Général du Finistère en novembre 1978. Il y a aussi quelques déclarations faites par J.P. JEUDY au débat public de Carhaix le 2 mars 79.

J.P. JEUDY s'élève contre cette affirmation : sa troisième raison de refuser Plogoff est : " l'absence de perspectives réelles de développement économique". Parmi les arguments avancés par les défenseurs de la centrale

### LES POINTS APPARENTS DE DESACCORD

#### 1- LE DEFICIT DE LA BRETAGNE

G. MARCHAIS est d'accord avec BOITEUX sur ce point : " La Bretagne est déficitaire en énergie"... pour lui sans doute Nantes n'est pas en Bretagne. J.P. JEUDY déclare au Conseil Général : " un déficit qu'il reste à prouver" .

Pour faire face à ce déficit, MARCHAIS ne propose que le nucléaire. JEUDY estime que des turbines à gaz et le renforcement des lignes ( avec l'agrandissement de la centrale de Cordemais ) seront suffisantes.

#### 2- LES RISQUES SPECIFIQUES

Ils n'apparaissent pas dans les déclarations de MARCHAIS. Le nucléaire semble une énergie comme une autre.

JEUDY écrit : "Il n'y a pas dans le fonctionnement de ce type de centrale toute la sécurité et la fiabilité qu'on veut bien dire". " Le doute subsiste sur de nombreux points, les études sont incomplètes ou inachevées, en particulier sur les conséquences à redouter sur la faune et la flore". C'est d'ailleurs une des trois raisons qui motivent son vote NON à Plogoff.

#### 3- UN POINT FONDAMENTAL DE DESACCORD ? L'INDUSTRIALISATION

Pour MARCHAIS les Bretons montrent leur manque d'intelligence en voulant sortir du sous-développement tout en refusant le nucléaire qui est nécessaire à l'industrialisation du pays. ( " Les Bretons n'ont pas que des qualités. Ils ont trop souvent voté à droite et ils votent maintenant trop social-démocrate" )



de Plogoff, c'est sans doute le plus insidieux parce qu'il table sur l'angoisse." ( peut être Jeudy a-t-il redit cela à Marchais lors de sa visite! ) Il cite le maire d'Avoine ( Chinon) qui avoue " aucune industrie n'est venue s'implanter à proximité de la centrale " . La conclusion de Jeudy est "qu'il faut passer par un plan de développement énergétique à l'opposé de celui qui nous est proposé".

CONTRADICTION FONDAMENTALE  
OU SIMPLE PEREPETIE ?

Sur ces trois points, il semble y avoir désaccord entre MARCHAIS ET la direction du P.C. français d'une part et d'autre part les élus communistes bretons. Jeudy est-il plus régionaliste que Marchais ou bien obéissent-ils tous les deux à des impératifs électoraux, Marchais pour la France et Jeudy pour la Bretagne ?

En fait Jeudy a très habilement fait comprendre au débat de Carhaix qu'il était à la fois pour le nucléaire ( qui est une énergie sans trop de problèmes) et contre la centrale de Plogoff. Au cours du débat qui a eu lieu après la visite de Marchais, il a donc soigneusement évité les problèmes litigieux, risques etc... qu'il avait pourtant abordé au Conseil Général. Il a bien précisé qu'il se sent en total accord avec son parti, sur des positions qui vont dans l'optique d'une consommation accrue d'énergie et de biens matériels. Les propositions qu'il a faites au nom du P.C.F. sont " des tranches nucléaires plus modestes mais que notre technique permettra de contrôler parfaitement". Et de plus " seule une nationalisation authentique peut donner à la Nation les garanties qu'elle est en droit d'attendre. En l'absence de cette nationalisation les élus communistes disent non au programme qui leur est proposé parce qu'il n'offre pas les garanties suffisantes".

QUE RETENIR DE CETTE AFFAIRE ?

1° . La position du P.C.F. est très subtile... Beaucoup de gens croient peut-être encore qu'il est contre le nucléaire.

2° . Une chose semble sûre : NON à la centrale de Plogoff, de Ploumoguier

3° . Une autre l'est également : OUI à Plogoff, OUI à ploumoguier si l'industrie nucléaire est nationalisée ! avec peut-être 900 mégawatts au lieu de 5200 MW, mais le site sera acquis et on verra la suite, imposée au nom du bien être général. Et puis ce sera géré par des techniciens syndiqués ... en qui il faudra avoir toute confiance !

La timide évolution commencée au P.C.F. sur ces problèmes semble stoppée. Et l'appui qui compte, c'est à dire le soutien concret au luttes, la présence des militants du P.C.F. sur le terrain... cela ne semble pas pour demain si ces militants suivent les consignes venues d'en haut. Aucune discussion n'est en tout cas envisagée sur le terrain de fond : une autre croissance.

C.L.I.N. de CARHAIX



10- LA POLITIQUE  
NUCLEAIRE  
DU P.C.F.  
PAR LUI MEME

DECLARATION DE LA FEDERATION  
DE LOIRE ATLANTIQUE DU  
Parti Communiste Français

La fédération de Loire Atlantique réaffirme son opposition à l'implantation d'une centrale au Fellerin, contre l'avis des populations concernées.

Dans l'immédiat, si l'on veut éviter de graves problèmes d'approvisionnement en énergie, il est urgent de construire des centrales classiques (charbon, hydraulique, gaz) tout en lançant un programme raisonnable de centrales nucléaires.

A plus long terme, les communistes se placent dans la perspective d'une nouvelle croissance, axée sur la satisfaction des besoins, la mise en pratique de l'autogestion et la défense de l'intérêt national. Ils se prononcent en conséquence pour le développement équilibré des différentes sources d'énergie et notamment du nucléaire qui représente un atout d'autant plus important que notre pays dispose en ce domaine d'une expérience non négligeable. Mais le programme nucléaire de la France doit être "actif, ambitieux et responsable", ce qui n'est pas le cas de celui mis en chantier à l'heure actuelle.

Cela implique selon nous :

- 1°) de refuser tout moratoire, qui reviendrait à bloquer la recherche, qui aggraverait les risques de pénurie et qui freinerait les progrès dans ce domaine où les Américains sont encore en retard.
- 2°) de revoir le rythme de construction des centrales, trop rapide pour être vraiment sûr et permettre le développement nécessaire de l'appareil de production. Au lieu de construire cinq tranches annuelles de 900 mégawatts, mieux vaudrait se limiter à trois, les lieux d'implantation des centrales devant donner lieu à un véritable débat démocratique préalable.

Ramener le rythme de construction à un rythme satisfaisant n'est pas suffisant. Il faut également instaurer une maîtrise démocratique et nationale du nucléaire.

Ce qui suppose :

- 1°) la nationalisation franche de l'industrie du cycle nucléaire et de la construction des chaudières,
- 2°) la révision des accords avec l'Américain Westinghouse dont la France est licenciée. A partir de 1982, date où prennent fin les accords avec Westinghouse, il serait possible de retrouver notre indépendance technique à condition de permettre au C.E.A. de remplir sa mission.

Pour une cohérence d'ensemble, la France doit également disposer d'une industrie nationale du retraitement, nécessaire pour passer de l'étape actuelle à celle de la filière surrégénératrice, plus économe en énergie.

Il ne faut pas attendre des communistes qu'ils mêlent leurs voix au concert des campagnes anti-scientifiques, d'ailleurs encouragées par le pouvoir prônant l'austérité énergétique.

Nous laissons à d'autres les manœuvres politiciennes, l'irresponsabilité. On ne peut non plus maintenir le clair-obscur sur ses propres positions en matière énergétique, tourner le dos à l'indépendance nationale et se prononcer pour l'autogestion.

Nantes le 10 janvier 1979

Ce tract est édité par la section  
Nantes Nord du parti communiste.

OÙ COUREZ-VOUS  
CAMARADES ?

Distribué à la manif de Nantes le 10 MARS 79



EMPLOI :

**LE NUCLÉAIRE NE CRÉE PAS D'EMPLOIS,  
IL EN SUPPRIME**

Les Lorrains savent que ce ne sont pas les deux centrales nucléaires que l'on propose d'installer dans le Nord et en Moselle qui résoudront leur problème de chômage. Au contraire c'est la "restructuration" actuelle de la métallurgie au bénéfice des industries nucléaires qui crée du chômage.

Le "Canard de Nantes à Brest" de Février relate la grève de Brissoneau-Lotz-Marine (BLM) filiale du groupe Empain-Schneider. Les délégués syndicaux y affirment avoir "la quasi-certitude que la direction du groupe cherche, depuis plusieurs mois, à provoquer la fermeture de l'entreprise".

Rien d'étonnant à cela. Dès Novembre 78 la direction du groupe s'exprimait largement dans le journal le "Nouvel Economiste". Son directeur général, René Engen, ne craignait pas d'affirmer: "Nous souffrons encore des séquelles de la politique précédente, dite politique de l'emploi. Un groupe industriel comme le nôtre a constamment besoin d'investir et de désinvestir, donc d'embaucher et de licencier. Mais dans ce pays licencier est un vrai calvaire".

Le PDG du groupe, le baron Empain lui-même, confirmait: "Dans une société libérale, des industries doivent naître, d'autres doivent mourir".

C'est simple: on liquide la sidérurgie et les constructions navales au profit de l'industrie nucléaire. En effet l'industrie nucléaire "française" c'est Empain avec Framatome qui construit les PWR, avec Novatome qui construit le Super-Phénix et avec Speichim qui négocie en ce moment les contrats nucléaires avec la Chine.

Le carnet de commandes de Framatome et Novatome (effectifs: 4337) porte 11,6 milliards. Pour un effectif voisin (3605) trois industries liées à la sidérurgie et à la construction navale (CLESID-BLM-Creusot Loire Entr.) n'ont que 1,2 milliards de commandes, soit environ le dixième.

D'un autre côté, pour un million de capital immobilisé chez Framatome, quatre emplois sont créés, pour la même somme il faut créer 29 emplois chez BLM. Le nucléaire intéresse d'autant plus ses promoteurs qu'il est peu créateur d'emplois.

-Pour assurer le règne de Framatome et de Novatome, la direction du groupe Empain organise le chômage dans la sidérurgie et les constructions navales.

-En Bretagne une centrale aurait pour premier effet de porter atteinte au secteur agricole et maritime.

Qui peut encore prétendre que le nucléaire créerait des emplois?

G.B

## TRANSPORTS DE DECHETS RADIOACTIFS

LES Nucléocrates sont sympa, ils roulent pour nous...

L'important développement de l'industrie nucléaire française prévu au programme d'EDF et les contrats de retraitement signés entre la COGEMA (filiale du CEA) et certains pays producteurs d'électricité (Japon, Suède, RFA,...) vont multiplier dans les années qui viennent les transports de produits radioactifs.

Les différentes étapes du cycle du combustible nucléaire (enrichissement de l'uranium, fabrication du combustible, utilisation dans les centrales, retraitement) sont situées en des points éloignés de plusieurs centaines de kilomètres. Les matières radioactives devront donc être transportées par la route, le rail ou même la mer (combustibles étrangers). Un important trafic de combustibles irradiés convergera vers le centre de retraitement de la Hague. Ces transports sont très imposants puisqu'ils exigent l'emploi d'emballages métalliques pouvant peser jusqu'à 100 tonnes. \*

Une centrale PWR de 1000 MWe utilise environ 30 tonnes de combustible par an. Lors du déchargement annuel, on retire 30 tonnes d'uranium, une tonne de produits de fission, 200 Kg de plutonium et 9 tonnes de gaines irradiées. Ceci équivaut au moins à 10 transports par an.

Les volumes transportés peuvent paraître faibles comparés au transport de charbon des centrales classiques, mais alors que le transport de ce dernier n'est pas dangereux, un accident lors d'un transport de combustibles irradiés pourrait avoir des conséquences dramatiques.

Cependant, les quantités transportées devraient augmenter si comme le prévoit le programme électro-nucléaire français 50 unités de 1000 MWe sont en service en 1985. Il y aura alors 500 transports par an de combustibles irradiés qui convergeront vers l'usine de retraitement de la Hague. Ce chiffre il faudrait probablement le doubler, voire le tripler si on tenait compte des contrats de retraitement des combustibles étrangers (1).

Ces chiffres sont très importants pour mesurer les risques liés à ce type de transport.

La technique de ces transports est-elle parfaitement au point ? Certains faits relativement récents permettent d'en douter.

- 30 mai 1973 : fiche descriptive non correcte : un conteneur signalé vide contenait une source de 700 Curie (2) de Cobalt 60, deux travailleurs du CEA se font irradiés au déchargement.

- décembre 1974 : de l'uranate de magnésium, qui en plus de sa radioactivité est chimiquement dangereux, se répand sur 4 Kms de voie ferrée, à la suite d'un choc entre deux conteneurs, survenu en gare de Narbonne.

- janvier 1975 : utilisation d'un conteneur défectueux : 80 Kgs d'UF6\* s'échappent à Pierrelatte et partent dans l'atmosphère.

- 12 janvier 1975 : à la suite d'une collision un camion d'uranate de sodium perd une partie de son chargement au voisinage de Béziers : la route doit être refaite sur plusieurs centaines de mètres.

- mars 1975 : des fûts se brisent et contaminent un navire.

Ces accidents n'ont pas eu de conséquences catastrophiques, mais que se passera-t-il quand les cadences vont augmenter ?

On est en droit de ne pas être aussi optimiste que le rapport d'Ornano qui se borne à dire que "le volume des transports est faible", que "leur technique est bien au point et soumise à une réglementation stricte" et qu'"il n'y aura jamais d'accident conduisant à une dispersion de matières fissiles".

Les règlements en matière de transport de produits radioactifs paraissent complets et rigoureux. Chaque emballage (conteneur pour le minerai et château de plomb pour le combustible irradié) doit avoir été testé (3) avant sa mise en service et toute la sécurité du transport repose sur la fiabilité de ces emballages monstrueux (4).

Il est toujours possible d'adopter une réglementation très stricte mais sera-t-elle respectée ? Des négligences, des erreurs paraissent inévitables.

Que deviennent les normes de sécurité des conteneurs lorsqu'un camion tombe dans un ravin ?

Que se passerait-il si une catastrophe survenait à un bateau transportant des déchets ? (5)

Qu'on ne nous dise pas que de telles catastrophes sont impensables, l'accident du pétrolier Amoco-Cadix est encore présent à nos esprits.

Et ce n'est pas l'existence d'un vague plan ORSEC RAD (tellement absurde que les pouvoirs publics n'osent pas le publier) qui pourrait nous rassurer.

La seule solution au problème du danger des transports des déchets radioactifs, est de NE PAS EN CREER.

QU'ARRIVERA-T-IL EN CAS DE FUITE DANS LE RÉACTEUR D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE ?



LE PROBLÈME POUR L'INSTANT EST DE COLMATER LES FUITES À L'ÉTRANGER, ENSUITE NOUS VERRONS \*



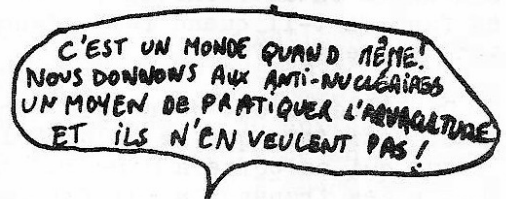
\* cf. Affaire Dobbettin

**NOTES**Transports de déchets

- (1). Les 10 compagnies électriques du Japon espèrent faire retraiter 1600 tonnes de combustibles usagers en France, et autant en Angleterre.
- (2). La concentration maximale admissible de radioéléments dans le corps humain varie entre la microcurie et la millicurie.
- (3). Les conteneurs doivent résister à une chute de 9 mètres sur une surface plane et rigide et à une chute d'un mètre sur une partie saillante. Ils doivent supporter une température de 800° pendant 30 minutes ainsi qu'une immersion à 15 mètres de profondeur pendant 8 heures.
- (4). Pour les combustibles irradiés de Superphénix, l'emballage aura la forme d'un étui de 5,80 M de long, pesant 60 tonnes et contenant du Sodium liquide (risque de réaction chimique explosive) dans lequel seront noyées les aiguilles de combustible irradié.
- (5). La circulation maritime est de plus en plus intense dans la Manche. En moyenne 180 navires par jour empruntent le rail d'Ouessant.

\* 100 tonnes pour 10 % de matière radioactive.

\* UF6. Hexafluorure d'uranium.





## L'E.D.F. ÉCLAIRE NOTRE LANTERNE

Jeudi 25 Janvier à Concarneau (proche banlieue de Plogoff), la SFEN, créée par M. Cointat ancien ministre pour promouvoir l'énergie nucléaire, organisait à 15 H 30 (heure très démocratique) et sur invitation, une réunion d'information sur les dangers et les déchets nucléaires.

Trois heures durant, des scientifiques très dignes débattirent de ces problèmes avec ceux qui voulaient bien prendre la parole dans la salle.

Fait curieux, ce furent exclusivement des opposants, alors que l'EDF brille par son absence dans les réunions anti-nucléaires.

Dialogue habituel de sourds pour convaincre des auditeurs assez amorphes qui craignaient peut-être d'apprendre ce qu'ils voulaient ignorer.

Car malgré un bel optimisme, les différents orateurs durent reconnaître que le nucléaire comportait un risque donc un choix et que ce choix était pris gaiement sans l'avis des populations mais pour leur plus grand bien. En attendant mieux...

Ils durent reconnaître des mini-micros fuites inévitables mais qu'il fallait cependant passer outre pour continuer une croissance exponentielle et la société de consommation.

Ils durent reconnaître que nous vendons des armes contre du pétrole mais que le nucléaire nous évitera ce troc immoral puisque nous ne vendrons plus que des centrales.

Ils durent reconnaître que les déchets doivent être remaniés avec précaution et que les techniques de retraitement devraient évoluer chemin faisant, de même que la solidité des containers qui baillent déjà comme des huitres au fond des mers, mais qu'actuellement un certain contrôle

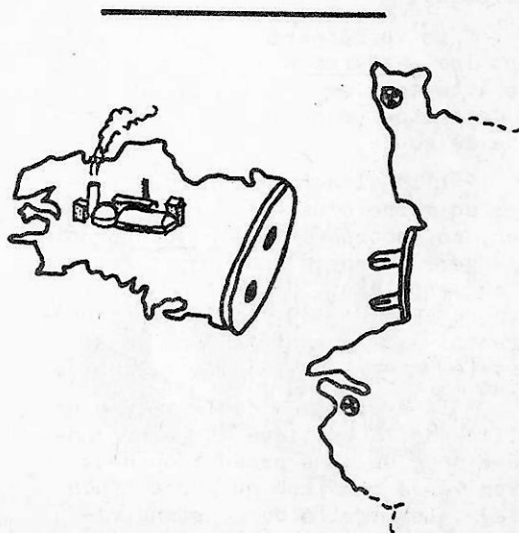
(pas un contrôle certain) s'est établi entre certains pays (pas tous les pays).

Pour conclure, l'auditoire eut droit à une envolée lyrique de M. Cointat (ancien ministre) qui supplia les Bretons, pionniers courageux au bel esprit d'entreprise, de ne pas avoir peur et de saisir "l'occasion" d'une petite centrale ou deux sous peine de chômage, de régression, de misère noire, même si elles présentent des mini-mini-micros fuites, quelques déchets qu'on enterre sous l'argile et le gazon (qui n'en fait pas ?) et un paysage un peu bouleversé.

Que diable. Le jeu en vaut la chandelle et on ne peut pas retourner à la bougie.

Il reste à savoir si nos nucléoc-rates ne sont pas justement ceux qui ont le plus besoin de réfléchir dans la pénombre au lieu d'être aveuglé par les Mégawatts.

Y.B



## BOYCOTT DU VERRE PERDU ET DES BOUTEILLES PLASTIQUES

BOYCOTT du verre perdu et des bouteilles en plastique.

D'un côté, l'appel aux économies d'énergie, de l'autre des déchets qui s'accumulent : douze millions de tonnes d'ordures ménagères chaque année. L'origine de ces ordures est intéressante : la moitié (en poids), et les deux tiers (en volume) est constituée par des emballages perdus. Les consommateurs s'attaquent aujourd'hui à ce gaspillage et en particulier au problème du verre perdu.

° Le verre perdu est une source importante de gaspillage d'énergie : actuellement le conditionnement et la distribution en bouteilles des liquides alimentaires demandent une consommation annuelle de 1,2 millions de tonnes de pétrole.

- 23 % de cette énergie va au verre consigné (soit 41 % des bouteilles de liquides alimentaires).

- 44 % de cette énergie va au verre perdu (soit 15 % des emballages distribués).

° Le verre perdu gaspille également les matières premières : le verre à bouteilles est constitué par 80 % de silice (sable) et 14 % de carbonate de soude.

° L'idéal serait donc de réemployer ce verre c'est-à-dire de le recycler, en incorporant le calcin (résidus de verres broyés) dans la fabrication du verre neuf. On peut en effet incorporer jusqu'à 85 % de calcin, contrairement à ce que prétendent les industriels verriers (30 % seulement).

° Le système de distribution ne facilite pas la pratique du verre consigné : pour un même produit on peut trouver verre consigné ou verre " non repris) . Les tarifs de consigne varient d'une bouteille à l'autre, d'un magasin à l'autre, bref c'est l'anarchie totale dans ce domaine.

° Devant un tel état de fait, l'U.C.F.P. prend l'initiative de lancer un mot d'ordre de boycott du verre perdu et des bouteilles plastique.

Puisque dans les magasins aucun système ne permet aux consommateurs de faire un choix entre les bouteilles consignées et celles qui ne le sont pas, demandez aux commerçants chaque fois que vous avez un doute; exigez la consigne là où elle n'existe pas, effectuez vos achats en fonction de la consigne. A titre indicatif nous vous signalons que ce sont les magasins " Eco " (Ecos, Supécos, et Eco-Brest II) qui consignent le plus dans la région.

U.C.F.P. (QUE CHOISIR ?), 1 rue Proudhon 29200 BREST.

U.C.F.P. (UNION DES CONSOMMATEURS du NORD-FINISTÈRE)



### CANTONALES A CARHAIX :

#### LE NUCLÉAIRE ET LE BULLETIN DE VOTE

Le C.L.I.N. de CARHAIX créé il y a trois mois, a profité des cantonales pour organiser dans la ville un débat public avec les 4 candidats :

- J.P. JEUDY (P.C.F.)
- F. FAVEREAU ( U.D.B.)
- Y. GUILLOU ( P.S.)
- J. ROHOU ( Majorité Action économique et sociale)

Le débat a été très organisé ( temps de réponse égaux, tirage au sort) afin d'éviter les débordements. Le thème retenu était "le Nucléaire et ses conséquences économiques et sociales".

Le débat qui s'est tenu le vendredi 2 mars, a déplacé une foule importante pour Carhaix: 300 personnes au moins.

#### LE DEROULEMENT DU DEBAT

Comme on était en période électorale, certains candidats sont apparus plus soucieux de faire un "show" : discours préparés et fourre-tout, déclarations fracassantes , attaques des adversaires. Politique oblige, le candidat doit apparaître mordant...

On ne peut pas dire que le débat sur le nucléaire ait vraiment eu lieu , mais c'était impossible car chaque candidat devait répondre tour à tour à chaque question, et donc le nombre de questions a été limité. A noter une question de la C.G.T. qui s'inquiète qu'on s'en prenne à l'E.D.F. et qui a mis en avant les surrégénérateurs, mis au point par " nos camarades du C.E.A." grâce auxquels la France est de 30 ans en avance!

#### POINTS POSITIFS

Le C.L.I.N. avait fait en introduction un exposé ( collectif et totalement rédigé). Le public semblait en majeure partie anti-nucléaire mais nous avons pu toucher là des gens qui ne seraient pas venus à une réunion d'information sur le nucléaire.

- Maintenant le C.L.I.N. de Carhaix existe pour la population.
- Ce débat a été pour nous une bonne expérience. cela nous a montré l'importance de l'expression orale. Cela nous a aussi redonné le " moral".

- on peut aussi noter que le débat a forcé la section locale du P.S. à se documenter et à débattre sur le sujet. Des futurs " cours du soir" sur le nucléaire seront peut être possibles . Le candidat du P.S. a fait des propositions concrètes pour utiliser à Carhaix l'énergie solaire.

#### POINTS NEGATIFS

- Les candidats ont souvent évité de répondre aux questions posées ( risques spécifiques en particulier).
- certaines questions étaient trop larges
- les 3 candidats de gauche étaient contre Plogoff mais aucun n'a pas proposé d'action concrète pour empêcher la centrale.
- l'U.D.B. s'est déclarée anti-nucléaire sans vraiment remettre en cause le type de croissance. Le candidat du P.S. reprochait à son parti de ne pas aller assez loin mais restait vague. Jeudy a réussi à faire passer le fait qu'il est pour le nucléaire comme Marchais, et contre Plogoff.

#### C.L.I.N de CARHAIX

\* \*



\* \*

3-  
ALORS MONSIEUR LE DÉPUTÉ GOASDUFF,

OÙ EST-IL CE PLAN ORSEC - R AD ?

Plusieurs militants du CLIN de Landerneau ont cherché à comprendre pourquoi le député de Plabennec (mais aussi Ploumoguier, Landerneau..) ne voulait pas d'une centrale à Porsmoguer, mais seulement à 40 Kms de là à vol d'oiseau.

Dire qu'on a compris, c'est peut-être aller loin. Ce qui est sûr, c'est que les centrales nucléaires "divisent la population"... Entendez sans doute "mon électorat". Ce qui est sûr, c'est qu'il faut faire confiance au gouvernement et à ses sous-fifres "comme un malade à son médecin" car les députés ne peuvent pas tous être techniciens comme De Bennebot. Bon, bon, quelques petites centrales, ça serait mieux, mais puisque le choix qui nous est laissé, c'est d'abord une centrale à Ploumoguier/ Plogoff (rayer la mention inutile provisoirement) et puis un surgénérateur à Brennilis et... "Rien de décidé encore, études en cours", nous confirme M. Goasduff.

Nous sommes apparemment tombés d'accord sur une seule chose : publier les plans ORSEC-RAD de Brennilis, de l'île Longue et puis de ce qui suivrait.... M. Goasduff nous garantit qu'il y mettra tout son poids. De parlementaire.

A suivre...

antinucléaires brestois: prison  
avec sursis et fortes amendes

Les centrales nucléaires menacent en cas d'accidents, des milliers de vies humaines. La pollution sans odeur ni couleur des centrales nucléaires plane au-dessus de nos têtes. L'électrofascisme tue à Malville, vise des professeurs ayant osé exprimer des opinions anti-nucléaires à la Hague, quadrille, met en fiches, envoie ses troupes d'occupation "dialoguer" avec les populations qui ne veulent pas des centrales. Les apologistes du Progrès ( par opposition bien sûr avec boug avec un petit b ) veulent nous entraîner vers leur bonheur " clefs en mains ", en exploitant à outrance une seule source d'énergie, surcroît dangereuse pour l'espèce humaine sous le contrôle de quelques maniaques de la courbe, du bouton, du plan.

C'est conscient de toutes ces menaces que fait peser l'énergie nucléaire sur les individus et pour remercier ceux qui veulent en informer leur contemporains, que le Tribunal correctionnel de Brest a condamné le 2 mars Michel Graouyeur et Loïc Mérien, l'un à 1 mois de prison avec sursis et 800 + 250 + 250 f d'amende, l'autre à 15 jours de prison avec sursis et 500 + 250 + 250 F d'amende. S'y ajoutent globalement 4800 F de dommages-intérêts. Michel Graouyeur fait appel. Quelle ingratitude !

C.L.I.N. de BREST





# NANTES: coordination nationale antinucléaire

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE ANTI NUCLEAIRE DU  
10 ET 11 FEVRIER A NANTES.

La coordination nationale anti-nucléaire du 10 et 11 février a réuni à Nantes 20 coordinations régionales anti-nucléaires ou comités représentant laplupart des luttes qui se mènent contre le programme électronucléaire français. Ce nombre et cette représentativité sont en eux-mêmes une première réussite.

Une autre avancée du mouvement anti-nucléaire a été la volonté d'unité qui d'est manifestée à cette coordination.

- volonté de mener une campagne que nous souhaitons unitaire et la plus large possible au niveau local et régional pour la publication du plan ORSEC -RAD actuel, pour la levée du secret et du serment qui lie les travailleurs de radio-protection et la publication de tous les chiffres.

- volonté de mener une campagne sur le retraitement, le stockage et le transport des déchets nucléaires, d'exiger la rupture des contrats signés avec l'étranger. Nous engagerons parallèlement aux activités propres des comités (contre tous les transports de déchets français et étrangers) une riposte là-aussi unitaire dans toutes les régions de France pour l'arrivée du prochain bateau en provenance du Japon.

- volonté de répondre systématiquement au chantage à la pénurie d'énergie et au chômage qu'orchestrent le gouvernement et la direction d'EDF par une campagne sur le nucléaire et l'emploi.

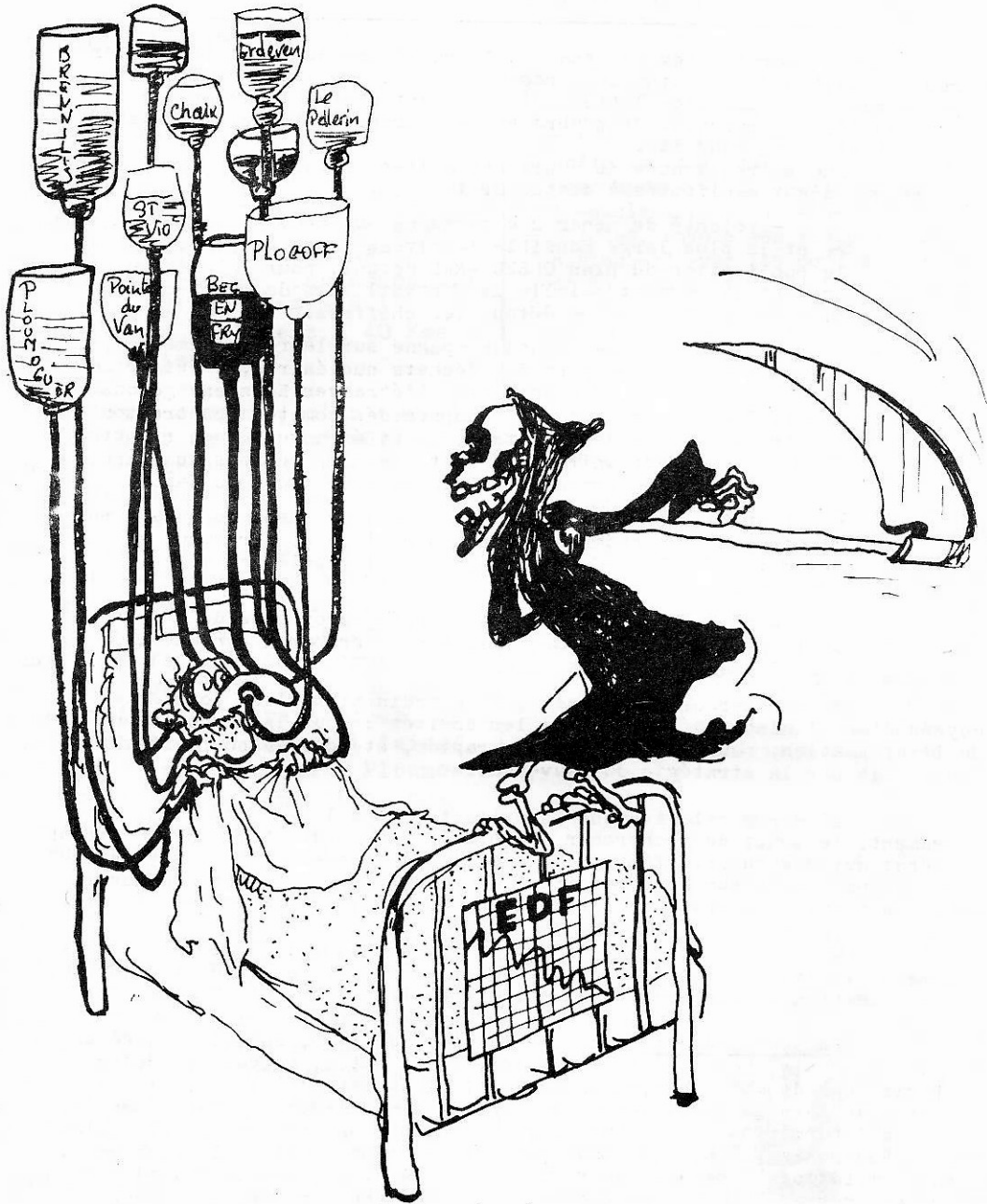
- volonté de faire de la journée européenne du 3 juin un temps fort dans la mobilisation préparée par une semaine d'action autour de ces axes.

Pour mener ces campagnes, la coordination s'est donnée les moyens d'une liaison adéquate entre les comités: pour la circulation de l'information, pour la mobilisation rapide, et pour la poursuite d'un débat sur la stratégie du mouvement.

Bien que relativement majoritaire, dans la volonté d'unité du mouvement, le souci de rechercher d'abord le consensus et d'approfondir un débat qui a paru insuffisant, la décision de lancement ou non d'une campagne nationale sur le moratoire a été reportée à la prochaine coordination nationale qui aura lieu à Chalons sur Saône les 28 et 29 avril 79.

Face à la récente décision gouvernementale d'accélérer le programme nucléaire, le mouvement anti-nucléaire doit intensifier son action, sa coordination et, rapidement, devenir offensif.

Etaient présents: comité Malville de Lyon, comité de défense du site de Penly, Coordination Lorraine, CRIN Nantes, Mouvement Ecologique de Paris, CAN de Montauban, Association Toulousaine d'Ecologie, Amis de la Terre de Marseille, Mouvement Régional Anti-Nucléaire du Val de Saône, comité d'Information sur le Nucléaire de Chinon, Groupe Ecologique de la Région Rouennaise, comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin, comité local anti-nucléaire de Rennes, APRI 44, comité Malville de Bourg en Bresse, CRILAN (Basse-Normandie), CRIN Kemper, CIME, Coordination Anti-Nucléaire de la Région Ile de France, Comité de défense de l'Environnement du Pellerin-Cheix, Coordination Régionale du Sud-Ouest, Groupe Poseidon du Havre,



## NOTES DE LECTURE :

## L'ÉTAT E.D.F

L'année dernière est paru un livre sur l'E.D.F (I). Les deux journalistes qui l'ont écrit ont effectué un voyage à l'intérieur de la grande entreprise nationalisée, rencontrant ses dirigeants et ses syndicalistes, ses opposants aussi.

Ce reportage s'ouvre par la description du tournant d'E.D.F en 71: "Le souci doit être de vendre mieux pour vendre plus"... d'où l'effort commercial pour développer le "tout-électrique, tout nucléaire"; ainsi, en 71, une brochure d'E.D.F prétend: "Dès maintenant, on cite en Suède des maisons bien isolées thermiquement, fortement éclairées et très équipées en appareils électriques pour usages domestiques, où le chauffage n'est plus nécessaire que dans des froids extrêmes"!

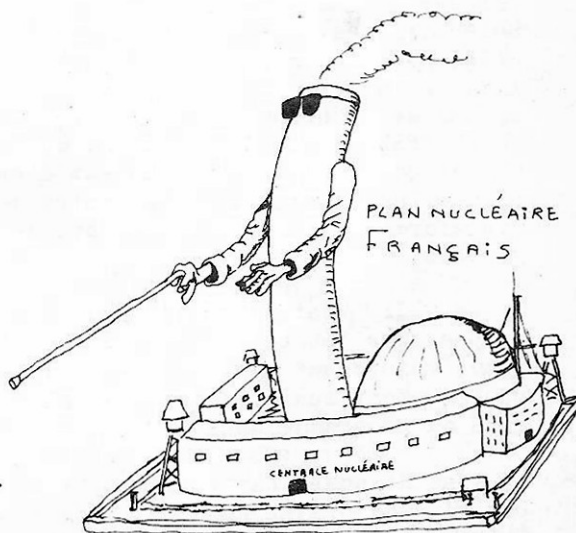
Ensuite, nous nous initions au fonctionnement de cette machine, des fantassins de la distribution à son état-major d'économistes, avec sa structure très hiérarchisée. E.D.F, c'est un réseau de distribution très serré, mais, chose plus surprenante, un monopole de la production d'électricité moins assuré. EDF c'est aussi des syndicats puissants représentés au Conseil d'Administration, mais pour quoi faire ?

Puis les journalistes nous entraînent parmi les responsables de cette formidable puissance économique, parmi ses technocrates si sûrs de leur infaillibilité qu'ils ont trop longtemps traité par le mépris les oppositions à leur politique. Pour Marcel Boiteux: "Dans quelle mesure la démocratie que nous connaissons est-elle capable de traiter d'aspects inaccessibles à ma concierge ? Vous savez, le régime démocratique est plus apte à trancher des options claires à soubassements techniques limités que des questions où l'on a besoin d'informations scientifiques." (novembre 76).

Pour en imposer, pour justifier ses prévisions, les économistes d'EDF inondent administrations et public de statistiques et de graphiques, mais ne pouvaient pas répondre à une commission du Plan qui leur demandait de combien varierait le prix du kWh en fonction de la durée d'utilisation des centrales nucléaires...

Bien d'autres révélations parsèment ce livre, qui permet de saisir la logique qui mène l'EDF dans l'im-passe nucléaire, les contradictions auxquelles se heurte son programme de développement illimité de l'électricité nucléaire.

(I) - "L'ÉTAT E.D.F" de Frédérique de Gravelaine et Sylvie O'dy, aux éditions Alain Moreau - 348 pages - 49,50 F.



POUR VOUS INFORMER A LA SOURCE,  
« LA GAZETTE NUCLÉAIRE »

Le pouvoir et EDF ont des moyens considérables pour faire leur propagande pour le nucléaire :

- budget relations publiques et publicité d'EDF de centaines de millions de francs.
- monopole sur la radio et la télévision.
- députés et notables locaux répandant la "bonne parole".
- bienveillance des journaux régionaux, même si actuellement certains donnent les deux sons de cloches.
- journal d'EDF "votre énergie" distribué sur les sites nucléaires.

Face à cela et pour permettre au plus grand nombre de s'informer sur tous les aspects du nucléaire des scientifiques ont réagi il y a plus de deux ans en créant "la gazette nucléaire".

Ce journal mensuel est "rédigé par des militants du Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN), des Amis de la Terre, du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (SNCS, FEN) de la CFDT, du PS, du PSU et quelques autres soucieux d'empêcher les officiels du nucléaire de transformer l'information en propagande".

Le GSIEN avait lancé début 75 l'appel des 400 scientifiques (devenus maintenant 4000) en dénonçant publiquement "la démesure et les risques du programme nucléaire".

Ils ont aussi participé à l'élaboration du projet ALTER et ils ont fait le bouquin : "Electronucléaire, danger", aux éditions du Seuil (nous en reparlerons).

La gazette nucléaire, qui a déjà plus de 20 numéros publie des articles et des études techniques (mais facilement compréhensibles), des documents confidentiels, et aborde les aspects techniques, économiques et politiques de l'énergie nucléaire. Elle publie aussi des numéros spéciaux (encore disponibles): le solaire, l'usine de la Hague, le Pellerin, l'irradiation, quand EDF fonctionne comme un groupe de pression,...

Celui qui ne sait pas est un ignorant, mais celui qui refuse de s'informer est un imbécile.

C'est pourquoi nous vous encourageons vivement à vous abonner sans attendre à la Gazette Nucléaire.

abonnement normal : 30 F.  
abonnement de soutien : 60 F.

Envoyer le courrier et le soutien financier à :

GSIEN, 2 rue François Villon  
91400 Orsay

Chèque à l'ordre du GSIEN ou  
CCP 35 263 60 R La Source.





## Le courrier des lecteurs

### UN COMITE DU SOLEIL A RENNES

A l'occasion de la journée du soleil du 23 juin 1979, les Amis de la Terre et l'union des consommateurs de Rennes et des environs (U.C.R.E-U.F.C.) ont décidé de créer " un comité du soleil " au niveau local .

Ce collectif d'associations et de personnes vise :

- à assurer une véritable information du public sur les possibilités des énergies alternatives ( soleil , éolienne , méthane , etc ... ) en Bretagne .
- à inciter constructeurs , industriels , élus et administrations à multiplier les initiatives locales en ce domaine .
- à montrer qu'il existe des possibilités énergétiques autres que l'énergie nucléaire en Bretagne .

Nous invitons les associations et personnes intéressées à la prochaine réunion du Comité Du Soleil

le jeudi 15 mars à 20 H 30 , 73 rue de Chateaugiron à Rennes.

Permanence tous les jeudis de 20 H 30 à 21 H 30 , 73 rue de Chateaugiron,  
Téléphone le 30.01.98 tous les vendredis de 17 H 30 à 19 H 30 .

Les 18 , 19 , 20 Mai à LOCHRIST ( 15 km de LORIENT )

UNE FOIRE ECOLOGIQUE , traitant des trois thèmes suivants

- Agriculture et alimentation
- Energies douces
- Médecines naturelles

Au programme de cette manifestations sont prévus des expositions, des films et des conférences suivies de débats, des stands, un marché de produits biologiques, des ateliers pratiques de démonstration de matériel, visite de ferme, randonnées ... sans oublier la fête : spectacle et soirée folk.

Toutes suggestions et propositions concrètes ne pourront être que bienvenues pour cette manifestation qui se veut essentiellement pratique, souhaitant traiter de réalisations concrètes, servir aussi de lieu d'échange et de rencontre entre curieux, sympathisants et " initiés".

Pour contacts : Serge MOEIO, centre culturel, 56650 INZINZAC-LOCHRIST  
Tel ; 36 03 81



BULLETIN  
D'ABONNEMENT A

# Nukleel?

- 5 numéros

10 FR

NOM :

- Abonnement  
de SOUTIEN

30 FR

ADRESSE :

VILLE :

à expédier à : Bernard VILLEMUR - 9, rue Ambroise Paré  
29220 LANDERNEAU

Imp. CALVEZ / Guipavas

Directeur de la Publication : Jean-Guy VOURCH